

# Rapport annuel d'activités 2021



CRIFF

# SOMMAIRE

Introduction	<b>Page 04</b>
Bilan des activités	<b>Page 05</b>
Programme des services juridiques	<b>Page 06</b>
Programme socio-économique	<b>Page 13</b>
Programme d'éducation civique à l'endroit des femmes	<b>Page 17</b>
Programme des jeunes	<b>Page 20</b>
Suivi et évaluation	<b>Page 26</b>
Communication	<b>Page 27</b>
Secrétariat	<b>Page 28</b>
Perspectives	<b>Page 29</b>
Conclusion	<b>Page 30</b>
Remerciements	<b>Page 31</b>

# MOT INTRODUCTIF DE LA SECRETAIRE GENERALE

---

Le respect des droits des femmes et des filles est une condition indispensable pour le développement. Le Groupe de réflexion et d'action Femme, Démocratie et Développement travaille pour un renforcement de capacités des titulaires de droit que sont les femmes et les filles. Nous œuvrons pour que les femmes prennent conscience qu'elles sont des sujets de droit et des acteurs indispensables pour le développement de leurs communautés. Longtemps sujettes de discrimination, les femmes sont amenées, à travers nos différentes actions, à une vision plus claire de leurs potentialités et de leur contribution dans la construction de leurs communautés voire de toute la nation.

Nos interventions touchent également les jeunes des deux sexes, filles comme garçons pour en faire de véritables acteurs de changement tout en contribuant à leur épanouissement. L'année 2021 a été pleine de défis pour les communautés à cause des conséquences de la pandémie à la COVID 19. Nous voudrions remercier tous les partenaires pour leur soutien aux communautés, notamment les personnes les plus vulnérables pour la riposte à la pandémie.

**Michèle A. A. AGUEY**



# Introduction

Au Togo, tout comme dans beaucoup de pays, la violence à l'égard des femmes constitue une violation des droits de la personne humaine et des libertés fondamentales. Elle est également un obstacle à la réalisation l'égalité genre, au développement, à la paix et à la réalisation des droits fondamentaux des femmes et des filles. Aujourd'hui le nombre de femmes et filles victimes de violences sous diverses formes au sein des foyers, sur les lieux de travail, dans les écoles et au sein des populations augmentent de façon significative.

Malgré la ratification des conventions internationales, et l'amélioration l'arsenal juridique au niveau nationale de lutte contre toutes formes de discriminations à l'égard des femmes et des filles, elles sont encore confrontées à des défis liés à l'augmentation des inégalités du genre, d'accès aux ressources, aux opportunités économiques, la faible représentation dans les sphères de prises de décision et la participation à la vie politique et publique.

La Déclaration universelle des droits de l'homme stipule que « Toute personne a le droit de prendre part à la direction des affaires publiques de son pays. Une gestion et une administration transparente et responsable et un développement durable dans tous les domaines ne seront possibles que si les femmes ont plus de pouvoir d'action et plus d'autonomie et si elles jouissent d'une meilleure situation sociale, économique et politique... » Ainsi, la faible proportion de femmes dans les sphères de prises fait apparaître l'existence d'obstacles d'ordre structurel et des comportements discriminatoires des pratiques sociales, qui constituent un enjeu majeur de combat contre les inégalités de genre.

La situation sociale et économique des femmes et des filles s'est aggravée par la pandémie du Covid-19 avec la prise des mesures restrictives par le gouvernement pour limiter les risques de propagation de l'infection qui a eu des conséquences sur leurs revenus et à augmenter des tensions au sein des ménages et des populations (coups, blessures, abus sexuels, viols).



Convaincus que le développement complet d'un pays, le bien-être des populations demandent, le respect de l'intégrité et de la dignité humaine, le leadership et l'autonomisation des femmes et leur participation maximale dans tous les domaines, le GF2D, le Groupe de réflexion et d'action Femme, Démocratie et Développement(GF2D) s'est engagé à relever les défis à travers les activités des programmes et projets pour lutter contre l'ignorance juridique, l'inégalité de genre, la participation de la femme à la vie sociale et politique et le développement du leadership des jeunes, l'autonomisation économique.

Le présent rapport rend compte des activités menées par les quatre (04) programmes à savoir : le programme des services juridiques, le programme d'éducation civique pour les femmes, le programme socio-économique et le programme des jeunes. Il est articulé autour de 03 points : le bilan des activités menées, les difficultés rencontrées et les perspectives.

# Bilan des activités

## NOTRE VISION

La vision du GF2D est celle d'un Togo, d'une sous-région et d'un monde où :

- Les femmes connaissent leurs droits et en jouissent pleinement ;
- Existe une participation paritaire des hommes et des femmes aux instances de prise de décision politique, sociale et économique ;
- Les femmes togolaises, libérées des contraintes et pesanteurs socio-culturelles, apportent leur contribution au développement de leur société ;
- Existe un véritable partenariat entre les hommes et les femmes dans la gestion des cellules familiales, des institutions publiques et privées.

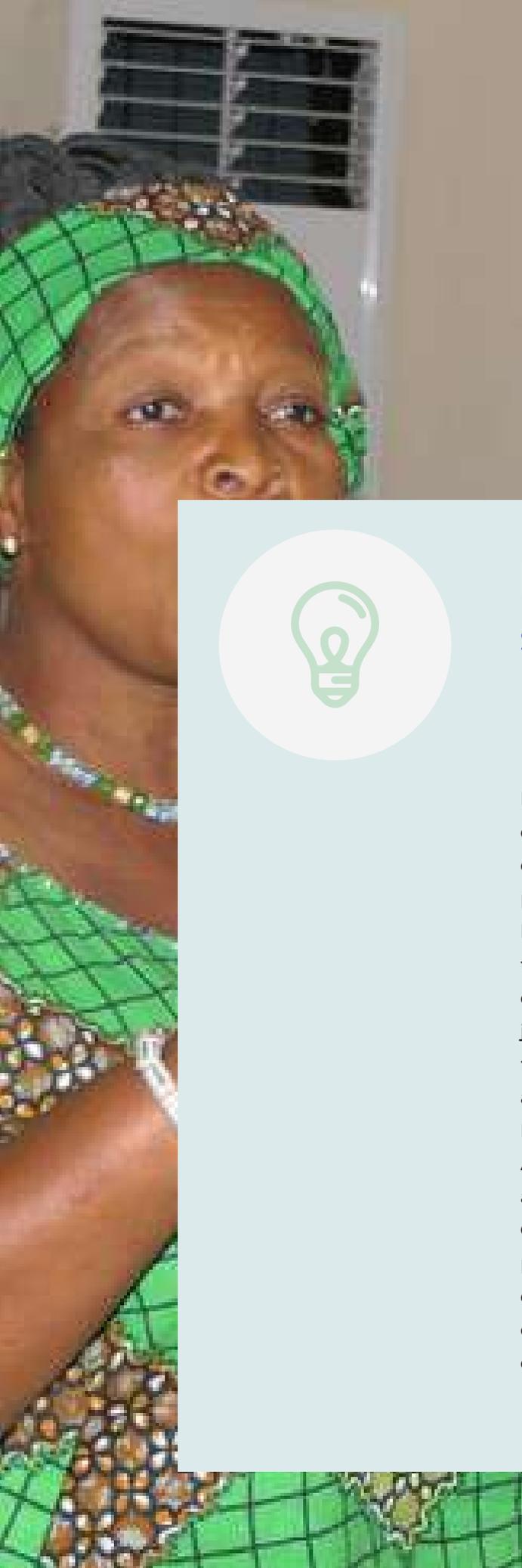


## 01 LE PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES

## 02 LE PROGRAMME SOCIO-ÉCONOMIQUE

## 03 LE PROGRAMME D'ÉDUCATION CIVIQUE POUR LA FEMME

## 04 LE PROGRAMME DES JEUNES



## Le programme des services juridiques

---

L'ignorance du droit par la population du fait de son degré d'instruction faible, constitue un frein à son développement. Soucieux du bien-être de la femme en particulier, le GF2D afin d'améliorer le vécu quotidien et le statut juridique de la femme et de la jeune fille togolaise en utilisant le droit et tous les recours disponibles, a mis en place le programme des services juridiques qui permet d'éveiller la culture juridique des femmes. Il vise la vulgarisation des droits de la femme, ainsi que leur jouissance effective.

En effet, la situation de la femme dans le monde, en Afrique et au Togo suscite qu'on y accorde une attention particulière. Ainsi à travers ce programme, le GF2D vulgarise le droit à travers la formation des parajuristes et acteurs communautaires, la recherche documentaire et la publication de guides juridiques, et offre l'assistance juridique aux populations à travers ses centres d'écoute et d'assistance juridique.



## Les centres d'écoute

---

Apporter une assistance psychosociale aux victimes de violences basées sur le genre est une priorité pour le GF2D. Tout au long de l'année, des statistiques alarmants ressortent en termes des cas de violences enregistrés par les centres d'écoute du GF2D.

- **67 cas de violences physiques**
- **180 cas de violences psychologiques**
- **81 cas de violences physiques**
- **28 cas de violences sexuelles**
- **46 cas de violences institutionnelles**

Sur la base des statistiques, on y remarque un taux plus élevé de cas de violences psychologiques (il s'agit des injures, insultes, dénigrements, manque de dialogue /communication de la part des conjoints, famille etc.) et de violences économiques (refus de paternité et de prise en charge d'enfants, refus de pension alimentaire pour la famille, refus de paiement de scolarité ou d'inscription des enfants à l'école, refus de payer les consultations médicales et ordonnances, refus pour la femme d'exercer une activité génératrice de revenu, fermeture de boutiques/ateliers etc.). Des problèmes liés à la succession et à la garde d'enfants ont été également traités. En dehors des motifs de consultation mentionnés ci-dessus, les centres d'écoute reçoivent également des demandes d'aide à l'établissement de jugements supplétifs et de certificats de nationalité, de conseils sur l'éducation des enfants, les conflits de travail, la recherche d'emploi, de demande d'aide financière etc. Toutes ces informations sont inscrites dans la rubrique « des violences psychologiques ».



## Projet d'assistance pour les survivantes de violence par le biais de la solution numérique : WhatsApp Chatbot automatisé dénommé « AKOFA » avec l'appui technique et financier de l'UNFPA

La création du Chatbot AKOFA en Ewé et qui signifie « Consolation » en français a été pensée durant la période de la pandémie de la Covid-19 au regard des impacts de celle-ci sur la société.

L'assistant virtuel qui est un service automatisé de WhatsApp constitue une ressource d'information automatisée sur les notions relatives aux droits humains, de la femme, aux droits sexuels et reproductifs, au genre, permettant également d'enclencher une assistance en ligne.

Dans un premier temps, ce système a été mis en place pour permettre aux survivantes de violences ne pouvant se déplacer vers les structures de prise en charge des violences basées sur le genre de bénéficier des conseils et d'assistance juridique. Dans un second temps, il permet aux témoins de dénoncer les cas de violences.

Pour cette année 2021, les sollicitations ont porté sur les dénonciations de violences économiques, physiques et sexuelles. Aussi, des visiteuses et visiteurs de la plateforme ont demandé des renseignements sur l'organisation. Au nombre de cas reçus et traités, nous pouvons affirmer que nous connaissons de bons débuts de solutions.

AKOFA regorge trois services notamment :

- **ALLO** : Pour les appels de dénonciation de cas ou de demande de conseils ;
- **SOS** : Pour les messages de dénonciation des cas de VBG ;
- **INFO** : Pour l'accès aux ressources produites par le GF2D et la demande des informations sur les missions de l'organisation.

40 CAS REÇUS  
VIA SOS

130 CAS REÇUS  
VIA ALLO

185 DEMANDES  
REÇUS VIA INFO



## Fonds d'assistance Juridique aux Filles et Femmes Victimes de violence « FAJFVV »

Le Fonds d'assistance juridique aux filles et femmes victimes de violence mis en place depuis 2014, est un fond grâce auquel une prise en charge holistique est donnée uniquement aux filles et femmes victimes de violence.

Grâce aux partenaires ( membres fondateurs du fonds), le Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation, Plan International TOGO, Orabank, Sodigaz et POMAR, le GF2D associe également l'expertise d'autres organisations de défense des droits de la femme et de l'enfant telles que FAWE (Forum des Femmes Africaines Éducatrices), FODDET (Forum des Organisations de Défense des Droits des Enfants au Togo) et le Centre KEKELI y pour une meilleure prise en charge des survivantes.

*Pour l'année 2021, aucun nouveau cas n'a été pris en charge par le fonds. A ce jour, en terme de résultats, on peut noter : 4 cas dont deux (2) cas de violences sexuelles (viol et avortement forcé), un (1) cas de violence économique (licenciement abusif au travail sans motif réel ni paiement d'indemnité) et un (1) cas de garde d'enfants. Tous ces cas sont en instance au Tribunal de première instance de Lomé.*



## Atelier de formation des agents des centres d'écoute sur la prise en charge des victimes de violence dans les centres d'écoute

---

L'objectif principal est de renforcer les capacités de **trente (30)** membres du personnel des centres d'écoute.



Un atelier de renforcement des capacités du personnel des centres d'écoute et de conseils aux victimes de VBG sur la prise en charge psychosociale des victimes de VBG.

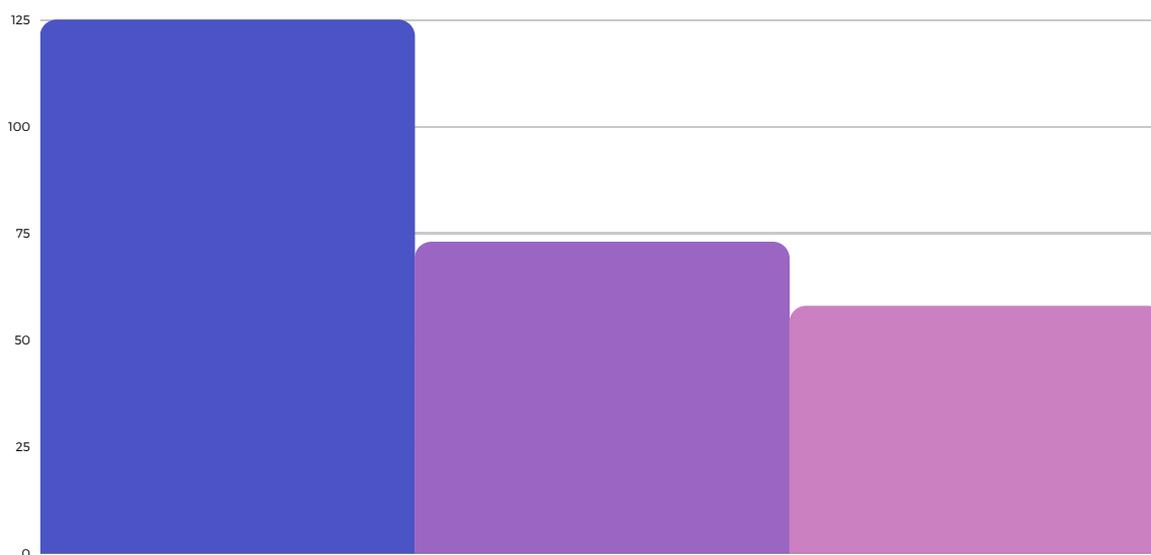
Il a été question de :

- Présenter les fondements juridiques de promotion et de protection des droits de la femme ;
- Familiariser les participants au concept de Genre ;
- Former les acteurs des centres d'écoute sur les notions de violences basées sur le genre et les facteurs de risque ;
- Former les acteurs des centres sur les lieux où sont exercés les violences et les répercussions de ce phénomène sur les victimes ;
- Former les acteurs des centres sur l'accueil et les différentes étapes de la prise en charge des victimes de VBG.

# Célébration des 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes



■ Nombre de personnes bénéficiaires de conseils juridiques ■ Nombre de consultations médicales offertes  
■ Nombre de dossiers reçus pour l'établissement des nationalités



Placés sous le thème « Mettre fin dès maintenant aux violences faites aux femmes et aux filles », les 16 jours d'activismes ont été célébrés à travers les journées portes ouvertes sur le centre d'écoute de Tsévié.

Ces journées portes ouvertes ont été l'occasion d'informer et d'outiller la population de Zio sur les droits des femmes et des filles, les mesures de dénonciation et de prise en charges des cas des violences, la responsabilité des parents dans l'éducation des enfants et l'importance des pièces administratives.



## Le programme socio-économique

---

Le statut social de la femme dans les communautés continue de faire débat. Longtemps reléguée au second plan, la femme fait face aux différents préjugés et stéréotypes.

A cet aspect, s'ajoute le fléau de féminisation de la pauvreté.

Dès lors, pour y pallier, deux aspects sont importants à prendre en compte notamment la lutte pour la jouissance de leurs droits afin d'améliorer leur statut social et l'autonomisation économique à travers les activités génératrices de revenus.

Tels sont les deux volets sur lesquels intervient ce programme du GF2D.



## Le Projet de Réformes et d'investissement dans le Secteur de l'Énergie au Togo

Le Projet de Réformes et d'investissement dans le Secteur de l'Énergie au Togo (PRISET) est un projet initié pour l'amélioration de la qualité des services électriques fournis aux clients de la Compagnie Énergie Électrique du Togo (CEET) en milieu urbain et péri-urbain dans les préfectures du Golfe et d'Agoé- Nyivé. La réalisation des travaux dans le cadre du projet peut amener des changements dans les communautés ciblées avec l'afflux de la main d'œuvre. L'interaction entre les employés des entreprises et les femmes et enfants de ces communautés peut contribuer à exacerber le risque des violences basées sur le genre (VBG) y compris l'exploitation et abus sexuel, le harcèlement sexuel et violences contre les enfants. De ce fait, des comportements abusifs peuvent se produire, non seulement entre le personnel affecté au projet et ceux qui vivent sur le site et aux alentours, mais aussi à l'intérieur du domicile des personnes affectées par le projet.

La CEET s'est donc engagée dans le cadre du projet à prévenir et à atténuer ces risques en installant dans les 10 cantons, des comités de gestion des plaintes. Elle a donc signé un accord de partenariat avec le Groupe de réflexion et d'action Femmes, Démocratie et Développement (GF2D), une organisation de la société civile, spécialisée dans la défense des droits de la femme et dans la lutte contre les violences pour assurer une mission de prestation de service pour la mitigation des violences basées sur le genre et violences contre les enfants sur le volet relatif à la prévention et à la gestion des violences basées sur le genre (VBG) y compris l'exploitation et abus sexuel (EAS), le harcèlement sexuel (HS) et les violences contre les enfants (VCE).

# LES RÉSULTATS OBTENUS SUR LE PROJET PRISET



## Activités

Formation sur la prévention des VBG/EAS/HS et VCE à l'endroit de tous les acteurs du PRISET (les membres des comités de gestions des plaintes et communautés riveraines)

Rencontres d'échanges avec les professionnels de la santé des formations sanitaires

Communication et visibilité

## Résultats

- Dix cantons bénéficiaires : Amoutiévé, Bè, Baguida, Aflao Gakli, Agoé Nyivé, Vakpossito, Togble Copé, Sagbado, Sanguéra, Legbassito;
- Implication des autorités locales et élus locaux ;
- 419 riverains dont 82 femmes ont participé aux ateliers de formation.
- Formation de 24 professionnels de la santé sur le mécanisme de gestion des plaintes et la prise en charge médicale des survivants ;
- 419 riverains dont 82 femmes ont participé aux ateliers de formation ;
- Quatre affiches portant sur les différentes formes de VBG, notamment les violences sexuelles, EAS/HS ont été conçues et imprimées en 1000 exemplaires ;
- Impression de 200 supports sur les mécanismes de dénonciation et les localisations des structures de prise en charge ;
- Couverture médiatique des activités et réalisation des reportages.

## APPUI À L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FILLES MÈRES DE LA RÉGION DE LA KARA

En vue de soutenir les efforts de ces jeunes filles mères, le GF2D avec l'appui du Fonds Xoese, a initié un projet pour les accompagner dans le processus d'autonomisation économique. Dans le cadre de ce projet, un atelier de renforcement de capacités a été organisé pour permettre aux jeunes filles mères de mieux gérer leurs activités génératrices de revenus (AGR) et se constituer en coopérative ou en groupes d'intérêt économique.

- **Vingt-cinq (25) jeunes filles mères sont outillées en matière d'initiation et de gestion des micro-projets (étude du marché), techniques et outils de gestion d'un micro projet ainsi que les opportunités de marché) et disposent des astuces pour le développement du leadership entrepreneurial ;**
- **Des stratégies innovantes et virtuelles pour la recherche de la clientèle, la commercialisation et la livraison des produits à domicile sont développées à travers la création d'une plateforme e-commerce ([www.tadye.org](http://www.tadye.org)) ;**
- **L'instauration du système d'organisation des filles mères en groupes d'intérêt économique a permis d'évoluer en synergie et de s'entraider ;**
- **La réalisation des activités économiques pour l'autonomisation des filles a renforcé la capacité des filles mères à prendre en charge leurs besoins vitaux et ceux de leurs enfants et leur estime personnelle**



CÉRÉALES ALIMENTATION VINTAGE BOISSONS L

### Divers services

Maïs .....

Fonio .....

Mil .....

Sorgho .....

Haricot .....

WALLA Eyazinam/AGNARAM / 90546159  
N'PAYIKOI Carmelle/NADOBA /90356972  
N'KOUÉ N'Tche/NADOBA /93105014  
KOUSSANBE K./NANDOUTA /90477756  
KARANGA T. / BEBEDA / 91760321  
BAMELA D. / YADE-BOHOU / 91902470



Des produits bio, cultivés avec so



## Programme d'Education civique pour les femmes

---



Au Togo, le processus de décentralisation a franchi une étape essentielle avec l'élection en Juin et Septembre 2019 des conseillères et conseillers municipaux. Ces élections sont intervenues suite à des reformes juridiques introduites dans le cadre légal après des décennies de pratique de « délégations spéciales » dont les premiers responsables étaient nommés par le pouvoir central. La mise en place des différents conseils municipaux s'est accompagnée d'un besoin de renforcement de capacités de ces nouveaux acteurs en vue de les outiller pour mieux assumer leurs responsabilités et leur permettre de fournir des services de qualité durable et inclusive à leurs populations. A cet effet, le GF2D a signé avec la Fondation Hanns Seidel (FHS) une convention cadre pour la poursuite du partenariat dans la mise en œuvre du programme « Académie de formation politique des femmes et jeunes filles en leadership politique pour une meilleure participation des femmes à la vie politique et publique aux niveaux local et national ».



L'objectif général est de contribuer à une gestion compétente des communes par les élues locales à travers le processus de décentralisation (démocratie à la base et développement local).

## « LA PARTICIPATION DES FEMMES AUX AFFAIRES POLITIQUES ET PUBLIQUES EST UN DROIT »

Plus spécifiquement, il s'agit d'aboutir aux résultats suivants :

- La participation active, inclusive et citoyenne à la gestion de la vie publique et politique des communautés est améliorée ;
- L'élaboration, la mise en œuvre et l'accompagnement des politiques publiques locales par tous sont renforcés ;
- L'engagement à la gestion efficace et efficiente des communes s'est accru.





## RESULTATS

- Deux (02) régions bénéficiaires : Maritime et plateaux ;
- Capacités renforcées de 51 conseillères dont 02 maires sur la passation des marchés, le Management public dans une commune, les ressources financières de la commune, L'E-gouvernance local, l'attractivité des territoires et le développement économique local, la Résilience socio-économique des femmes face à la crise sanitaire à la COVID 19 ;
- Des ressources documentaires mises à la disposition des élues locales ;
- Appui à la création d'une plateforme des conseillères formées en vue d'un travail en synergie.



## Programme des jeunes

---

Les jeunes filles et garçons sont de véritables acteurs et actrices de changement, capables d'influencer les dynamiques sociales. Il est donc important de renforcer leurs connaissances sur les droits des enfants, la promotion de la citoyenneté, la prévention et la résolution non violente des conflits, la prévention et la lutte contre les violences basées sur le genre, la protection contre le harcèlement et autres violences en ligne. C'est dans cette logique que le GF2D entend, avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers, développer le pouvoir transformateur des jeunes à travers ce programme.

# Autonomisation des filles par les TICs dans la préfecture de Zio

Financé par Carrefour International et la Fondation 60 Millions de filles dans la préfecture de Zio (5 établissements scolaires du secondaire général, cycle 1 et cycle complet) et a permis d'accompagner douze (12 clubs) dont 10 clubs d'autonomisation de filles et 2 clubs de garçons pour le changement à raison de 15 membres par club.



- Accompagnement de 12 clubs d'autonomisation de filles dans les CEG (Tsévié Ville 1 et Ville 3, Davié, Wli-Centre, Gati) à travers l'installation de bibliothèque virtuelle ;
- 150 filles et 30 garçons expérimentent l'apprentissage des laboratoires d'apprentissage mobile (LAM)



- Formation de 21 professionnels de l'éducation soit 6 chefs d'établissements dont 3 femmes ; 15 enseignants encadreurs dont 5 femmes sur l'outil informatique et matériels technologiques et le système d'utilisation des LAM.



- 194 tablettes mises à la disposition des élèves (150 filles et 30 garçons) et enseignant.es pour l'apprentissage des LAM.



## **CLUBS D'AUTONOMISATION DES FILLES ET DE GARÇONS POUR LE CHANGEMENT 2020-2021**

Ce projet a été financé par Carrefour International pour une durée de huit (8) mois.

- Mise en place d'un nouveau club mixte au Lycée Tsévié Ville 1
- Accompagnement des clubs (10 clubs d'autonomisation de filles dans les CEG (Tsévié Ville 1, Ville 3, Davié, Wli-Centre, Gati, 1 club à Bolou-Centre et à Gbatopé, 2 clubs de garçons pour le changement (CEG Tsévié Ville 1, 2 clubs mixtes (Lycée Tsévié Ville 1)
- Conception de nouveaux modules et édition des manuels des clubs d'autonomisation

- Dotation des établissements scolaires de matériels de lavage de mains contre Covid-19
- Acquisition de matériels informatiques (laptop, tableaux de projection, vidéo projecteur et Haut-parleurs) pour trois (3) établissements scolaires
- 240 jeunes membres des clubs avec 204 filles et 36 garçons (à raison de 15 personnes par club) bénéficient des formations sur les droits humains, les VBG, la SDSR, le leadership ...
- Vingt-trois (23) enseignants dont cinq (5) femmes ont été formés et accompagnent les élèves lors des activités.

# SEMAINE DE LA JEUNE FILLE 2021



**Une activité phare du projet  
« Autonomisation des filles et de garçons  
pour le changement » financé par Carrefour  
International et le Fonds des Nations Unies  
pour la Population (UNFPA) par  
l'intermédiaire de la DGPF (MASPFA).**



## 01 **173 jeunes filles et garçons**

A travers des séances de causeries-débats, des jeux éducatifs, des concours de poésie, de dessin...

## 02 **30 personnes adultes**

La semaine de la jeune fille a également vu la participation des enseignants et de certains parents.

## 03 **150 personnes en ligne**

Grâce à une présentation en différée, des jeunes de la préfecture des lacs ont pu suivre cette célébration notamment CEG Zébévi, Union-Kpémé, Anfoin, Atouèta, Fiata, Lycée Gbodjomé, Lycée Agoègan et Lycée de Hangoumé.



# Suivi et évaluation des programmes/projets



Le système de suivi et évaluation des projets et programmes mis en place est composé de trois (3) niveaux :

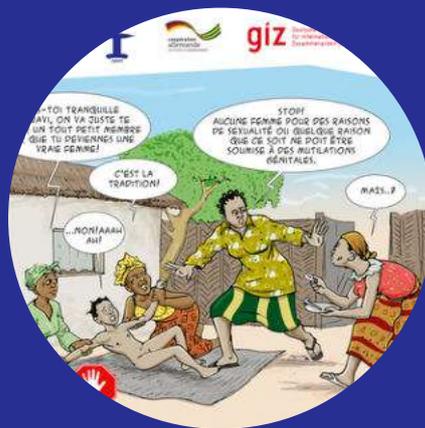
- Animation du terrain par des agents pour la collecte des données au premier niveau,
- Validation, analyse et appréciation des données,
- Echanges et partages des données avec la coordination et le bureau exécutif.

Ce système de suivi et évaluation permet de suivre les programmes à travers les projets mis en œuvre. Le département de suivi et évaluation a mis l'accent sur la mesure de performance de la structure, le suivi des activités et apprentissage.

Au cours de cette année, il est constaté une performance relative à un taux de plus de **90%**. Ce taux de performance est lié à l'atteinte des objectifs prévus par les différents programmes. Il ressort de l'exercice de l'année 2021 que la structure présente une certaine capacité d'adaptation à des situations de crise et de raretés des ressources financières. Ainsi le retard observé dans la mise en œuvre des activités de certains programmes est lié à des restrictions dues à l'évolution de la pandémie.

# COMMUNICATION

**VOISE À CONSTITUER UNE IDENTITÉ ET UNE VISIBILITÉ FORTES,  
D’AFFIRMER LES VALEURS DU GF2D EN PRÉSENTANT UNE  
IMAGE COHÉRENTE.**



- Conception de banderoles, visuels sur les programmes ;
- Appui à la mise en place de l'assistant virtuel AKOFA ;
- Recrutement des internautes et médias radios pour la vulgarisation des outils conçus ;
- Des capsules radiophoniques ont été réalisées ;
- Appui à l'organisation des ateliers de formation ;
- Assure la veille informationnelle ;
- Actualisation périodique du site web [www.gf2dcriff.net](http://www.gf2dcriff.net) du GF2D ;
- Près de 600 articles rédigés et publiés et 310 reportages effectués ;
- Près de 300 posts sur nos trois réseaux phares à savoir Facebook, Twitter et Instagram ;
- 10 vidéos réalisées présentant des entrevues des participants aux différents ateliers.

# SECRETARIAT



**Les objectifs du Secrétariat administratif sont de contribuer à la bonne gestion des dossiers administratifs et de la correspondance interne et externe (disposer d'une bonne stratégie de gestion des courriers, rendre disponible les rapports et compte rendu des réunions du CRIFF, disposer d'une bonne stratégie d'archivage, mettre en place une bonne gestion des calendriers de visite et de représentation aux activités, avoir une bonne gestion des correspondances téléphoniques, avoir une bonne gestion de la caisse).**

**Au cours de l'année, il a réceptionné au total 194 courriers arrivés dont 108 invitations des partenaires et 55 courriers départs.**

# Perspectives

- Nouer des partenariats stratégiques avec les institutions étatiques et privées et les agences des nations unies pour le développement des programmes quinquennaux nationaux en matière de lutte contre les VBG, SSR, et la participation des femmes et des filles aux affaires publiques et politiques,
- Compléter le paquet de services aux femmes victimes de violences par la formation et l'appui à l'autonomisation économique des femmes
- Renforcer/redynamiser les réseaux des para-juristes dans les différentes préfectures du Togo
- Développer un programme quinquennal aligné sur le PND et les priorités nationales prenant en compte les ODD,
- Assurer le passage à l'échelle du programme d'envergure nationale en matière de l'engagement des hommes et des garçons en matière de SSRD et VBG ;
- Ouvrir une antenne du GF2D à Kara afin de faciliter l'exécution et le suivi des programmes et projets
- Créer un cadre académique (centre de formation) pour la formation des femmes et jeunes filles en leadership politique
- Créer un centre d'hébergement temporaire pour les femmes et filles victimes de violences



# Conclusion

*La mise en œuvre des programmes ont permis au GF2D d'offrir de meilleurs services aux femmes et filles pour leur faciliter la jouissance de leurs droits et un accompagnement juridique. Il est important de renforcer les différentes interventions pour une prise en charge efficace des victimes des violences basées sur le genre.*

*L'autonomisation économique des femmes a été renforcée à travers les formations et un appui financier pour permettre aux femmes de répondre à leurs besoins vitaux.*

*Des stratégies nouvelles et des axes innovants doivent-ils être identifiés. Les femmes et les filles doivent être accompagnées pour leur présence et leur participation effective dans les instances de prises de décisions dans toutes les sphères de la vie pour la jouissance et le respect de leurs droits.*

# REMERCIEMENTS

---

Nos vifs remerciements à tous les partenaires techniques et financiers pour leur appui et accompagnement tout au long de l'année 2021 en faveur de la cause des personnes vulnérables.

**Nous vous remercions  
pour votre soutien continu !**

## Coordonnées

**Groupe de réflexion et d'action  
Femme, Démocratie et Développement  
(GF2D)**

B.P. 14455 Lomé Tel (228) 22 61 49 25

E-mail: [gf2dcriff2@gmail.com](mailto:gf2dcriff2@gmail.com)

Réseaux sociaux : @gf2dcriff

Site web: [gf2dcriff.net](http://gf2dcriff.net)

